

Garder la tête froide

Financière et boursière, la crise touche désormais l'économie réelle. Il ne faut cependant pas céder à la panique, insiste Pierre Gramegna

La crise va laisser des traces dans l'économie. Bien sûr, le secteur financier va se remodeler. Quant à l'économie réelle, là aussi, la confiance jouera un rôle clé.

Le mécanisme de transmission d'une crise financière à l'économie réelle est simple: tout passe par la restriction du volume des crédits à destination des entreprises et des industriels.

«Une restriction qui entraîne un vieillissement de l'outil productif, un ralentissement de l'innovation et donc une perte de compétitivité.»

Un scénario qui n'est, pour l'instant, «pas d'actualité», selon Pierre Gramegna. Le directeur de la Chambre de commerce se réjouit du fait que «la plupart des banques continuent de prêter à leurs clients à des conditions similaires à celles en vigueur avant la crise».

«Et les mesures prises ce week-end par les gouvernements de l'UE permettront aux entreprises de ne pas voir leur accès aux liquidités disparaître», espère-t-il. S'il est encore trop tôt pour chiffrer le coût de la crise pour l'économie locale - «ce serait même imprudent» - on en ressent les premiers effets.

Sur le moral des chefs d'entreprise.

«Il règne actuellement un pessimisme ambiant qui se traduit dans les faits par un certain attentisme, voire par une réduction de la production.»

Un engrenage fatal que dénonce le directeur de la Chambre de commerce. Son message est clair: «Il ne faut pas agir dans la précipitation. La précipitation est mauvaise conseillère. Il faut laisser la situation se décanter.»

A plus long terme, il semble évident que la crise «aura un impact sur le budget, sur les perspectives de croissance ainsi que sur la profitabilité des entreprises».

Il faudra faire les comptes dans quelques mois.

«La sphère financière aura également à souffrir. Il y aura des fusions, des restructurations et, fatalement, des pertes d'emplois.»

Là aussi, impossibles à chiffrer actuellement.

LES ATOUTS

Mais le pays dispose d'atouts pour limiter ces impacts. «Il est peu endetté, dispose de ressources et d'une grande crédibilité auprès des institutions financières. Et il faut ajouter à ces atouts un Premier ministre qui, en tant que Monsieur Euro, renforce la crédibilité de la Place.»

Autre atout: la Place est saine. «Les banques qui ont souffert n'ont pas souffert à cause de leurs activités au Luxembourg, des activités bien gérées et bien supervisées. Elles ont été victimes de chocs externes qui ont eu des répercussions locales.»

Mais un atout qui présente un revers: «La Place est composée d'acteurs dont les décisions stratégiques se prennent ailleurs. De là les chocs. Le Luxembourg n'est pas maître de la situation. Il faudra tout faire pour que la Place soit moins vulnérable à ce type de chocs externes.»

Et ce d'autant plus que le rôle de la Place est prééminent dans l'économie.

Pour ces raisons, Pierre Gramegna appelle les entreprises et l'Etat à la prudence.

«On ne connaît pas les ramifications et les conséquences de ce qui se passe. La prudence doit être de mise dans l'approche budgétaire. Quant aux entreprises, elles ne doivent pas paniquer ni prendre des décisions irréfléchies.»



Pierre Gramegna